

# LA CONSTITUTION DES ÉTERNELS SUIVEURS

Depuis qu'a éclaté la crise financière, les mots ont pris encore plus d'importance, comme pour conjurer ce mauvais sort. En Occident, on parle beaucoup de refondation et on se convoque au sommet pour jeter les bases d'un nouvel ordre monétaire mondial. Chez les bons peuples, au milieu desquels la providence nous a placés et dont on dit à tort qu'ils n'ont pas de volonté, c'est aussi l'heure des remises à plat. Ainsi, ce peuple qui dicte ses quatre volontés par procuration a-t-il décidé, par procuration, de réaménager sa loi fondamentale pour garder ses hommes providentiels. Il ne s'agit pas, en effet, de les trouver, ces hommes providentiels à la génération aussi spontanée que les nappes de pétrole, mais de les persuader de ne pas partir. Car ils sont changeants, les hommes providentiels, imprévisibles et sujets aux sautes d'humeur. Tenez : sur un coup de tête, ils sont capables de plier bagages et de rentrer dans leurs villages, nous laissant égarés comme un troupeau sans berger. Imaginez la solitude et la détresse d'un berger sans son troupeau ! On ne fait pas ça aux hommes providentiels chez nous et l'Histoire ne dira jamais que le peuple a laissé partir son leader sans chercher à le retenir.

Pour commencer, il fallait donc réunir les conditions d'une relation sereine et pérenne entre les citoyens-électeurs et leur président élu en levant les obstacles constitutionnels. Un obstacle constitutionnel ou non est fait pour être contourné ou

réduit, c'est encore plus facile lorsque celui qui s'en charge en connaît tous les mécanismes. Le bon peuple, payé au smig, signifie donc à ses représentants sa volonté de réviser sa Constitution pour conserver son président en l'état. Et lorsque le peuple veut, il peut, disent les apprentis poètes et les tyrans en herbe qui poussent drus par ici. Le peuple n'a donc pas lésiné sur les moyens en puisant dans la tire-lire nationale pour améliorer le pouvoir d'achat de ses députés et sénateurs. A charge pour eux de voter, ultérieurement, quelques hausses des salaires et pensions permettant de rester à distance respectable de la cherté de la vie. Chacun doit tenir sa place dans la société et le bon peuple ne doit pas avoir à rougir, sous ses oripeaux, du train de vie de ses élus.

Nous voici donc au milieu du gué : les représentants du peuple ont levé quelques faux barrages et placé quelques nœuds gordiens ça et là pour empoisonner la vie des futurs élus. Le peuple, échaudé et n'osant croire à son futur bonheur, n'a pas encore réagi. Le président, objet de toutes ces attentions, a félicité les deux chambres réunies pour cette avancée démocratique. Ce qui a occasionné quelques mots de crâne supplémentaires aux académiciens qui planchent sur les pages «D» et sur le mot démocratie. Ce sont là des jeux d'intellectuels qui n'intéressent pas le président et encore moins son peuple, un peuple bon mais à quoi ? A quoi bon se lamenter sur l'état du collège électoral issu de l'école fondamentale, l'enjeu est autre part. Comme l'a si bien expliqué, d'ailleurs, l'ancien chef du gouvernement et nouveau Premier ministre, ce n'est pas

tout d'avoir terminé le costume. Il faut que celui pour qui il a été taillé accepte de le mettre. Et ce n'est pas chose facile, comme le laisse entendre l'imperturbable spécialiste de la haute couture. Le problème, c'est que l'homme n'a pas encore dit s'il daignait porter le nouveau smoking cousu dans les deux chambres. Contrairement à ce qu'on a pu croire, de prime abord, le chef de file des plus chauds partisans de Bouteflika ne fait pas de l'humour. Il ne saupoudre pas une pincée de sel sur la plaie ouverte dans l'opposition démocratique naufragée. C'est réellement une rude tâche qui attend M. Ouyahia dans les prochaines semaines : persuader le président de briguer un troisième mandat. C'est qu'on a son petit amour-propre dans ces sphères-là. On veut bien solliciter les suffrages du peuple, avec la certitude de l'emporter mais il faut que la compétition soit crédible. Autrement dit, les larmes de dépit des candidats déclarés jusqu'ici ne suffiraient pas à remplir un dé à coudre. Donc, la tâche la plus urgente est de trouver un ou deux candidats crédibles, des pointures, comme on dit, pour donner un semblant de consistance au futur scrutin. Il serait malvenu, en effet, qu'un président élu devienne président à vie avec l'assistance de quelques candidats qui n'ont même pas des qualités de lièvre. Or, de la façon dont on a géré les choses, il y a fort peu de chances pour qu'une personnalité d'envergure nationale s'engage dans ce combat douteux. C'est parier, sans doute, sur un hypothétique sursaut de dignité de la part de nos hommes politiques, réduits à des rôles de figurants, mais c'est le seul pari raisonnable dans le

contexte actuel.

Si mes compatriotes au pouvoir se donnent la peine de retailer et de rafistoler la loi fondamentale, c'est parce qu'ils restent attachés à une certaine forme de légalité. Ce n'est pas le cas des Koweïtiens qui semblent avoir oublié la leur. Au rassemblement organisé pour la journée de la Constitution, le 11 novembre, l'écrivain Ahmed Baghdadi a relevé avec amertume la défection des libéraux comme lui. Que les députés islamistes ne viennent pas au rassemblement, parce qu'ils veulent changer la Constitution et instituer un Etat théocratique, c'est normal, dit-il. Mais que les personnalités libérales, dont beaucoup d'anciens et actuels ministres se disant démocrates, se soient absentées, est un signe qui ne trompe pas. «A la journée de la Constitution, le peuple était absent. Et la question est : pourquoi le peuple koweïtien ne veut plus de sa Constitution ? Tous les témoignages quotidiens, toutes les lois renvoient à cette réponse très simple : le peuple koweïtien, son gouvernement et son Parlement ne croient plus à la Constitution. Nous avons placé nos intérêts personnels au-dessus de la Constitution. Je suis certain que si le gouvernement suspendait la Constitution, le peuple koweïtien ne ferait rien pour la défendre», conclut Ahmed Baghdadi.

C'est dans ce contexte qu'il faut saluer la naissance d'un parti qui ne caresse pas le peuple dans le sens du poil et énonce clairement ses projets. Le Mouvement démocratique social et laïque est, me semble-t-il, le premier parti qui inscrit la laïcité à son fronton. Il est aussi le pre-



Par Ahmed Halli  
halliahmed@hotmail.com

mier à revendiquer l'abrogation de l'article 2 de la Constitution qui érige l'islam en religion de l'Etat. La seule religion de l'Etat devrait être le bonheur des citoyens mais les faiseurs et défaisers de constitutions en ont décidé autrement. Quant à la laïcité, attendons que le roi Abdallah d'Arabie Saoudite prenne position là dessus, à son retour du dialogue des religions aux Nations-Unies. D'ores et déjà, la presse saoudienne parle de la réconciliation entre la modernité, la laïcité et les religions. C'est un pas en avant que nous suivrons peut-être, un jour. Ne sommes-nous pas d'éternels suivants ?

A. H.

Mea-culpa

Me basant sur des informations de presse, j'ai peut-être, et sans le vouloir, causé un préjudice à un employé de banque, faussement accusé de harcèlement sexuel. Des femmes cadres de la Banque d'Algérie m'ont fait savoir que cette personne était au-dessus de tout soupçon, et principalement au-dessus des miens. J'en prends acte et je m'excuse du tort que j'ai pu occasionner.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com



## DES PRÉSIDENTIELLES ? POURQUOI ?

La présidente de l'Argentine en visite en Algérie. Elle, si elle veut un mandat à vie, je...

...dis oui avec les deux bras !

La question peut paraître saugrenue. Elle ne l'est pas. Eh oui ! Pourquoi des élections présidentielles en 2009 ? Yak on nous a expliqué que le mandat à vie était un «mat'lab», une demande populaire. Et ce mandat à vie a été adopté, décidé, bouclé à triple tour. Alors, je repose la question : pourquoi se crever le derche et le porte-monnaie à organiser un scrutin présidentiel l'année prochaine ? C'est complètement inutile ! Aussi inutile qu'une armée d'observateurs internationaux à une élection algérienne. On peut se passer d'un scrutin présidentiel pour une raison aussi simple que bête à pleurer. Parce que le président à vie s'est déjà auto-désigné. Dans ce scrutin, et n'en déplaise au «Moussa-Chasse-Et-Pêche», Abdekka sera le chasseur, le lièvre, le rabatteur, le cor de chasse, la meute, le fusil à trois coups, le maître de chasse, la gibecière, la poudre à canon, la cartouche, la paire de jumelles, le braconnier et même le public qui applaudira au trophée. Il peut tout faire. Il l'a toujours dit. Yes ! He Can ! Alors, comme il peut tout faire, autant annuler les présidentielles de 2009, économiser du blé, et l'utiliser à autre chose

qu'à faire les mariolles avec des urnes ensorcelées. Que pourrions-nous faire avec ce pactole ? Ce ne sont pas les idées fortes qui manquent. Ainsi, on pourrait construire une grande clinique orthopédique, ultra-moderne et surtout spécialisée dans les traumatismes des membres supérieurs, des épaules et des omoplates. Ça, c'est de l'argent bien placé ! Car, s'il n'y a plus d'inquiétude sur le mandat à vie du président, il faut par contre s'inquiéter de la résistance du squelette des députés et des sénateurs. Attention, même si le FMI ne nous l'a pas dit, il faut investir dès à présent dans ce secteur-là. Afin d'éviter que, demain, nous nous retrouvions avec des assemblées d'arthrosés incapables de lever le bras à la bonne hauteur. Avec l'argent économisé, on peut aussi construire des universités où sera formée la relève des «élus de le peuple». Dans ces campus-là, des cours de prononciation accélérée du OUI seront dispensés, ainsi que des stages intensifs de «bougeage» de la tête dans le bon sens. Voilà quelques idées que je sou mets humblement à votre appréciation. Je ne terminerai pas sans saluer aujourd'hui la réélection, l'année prochaine, du président sortant rentrant à vie, sur un score sans appel. Même pas en PCV. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.